GG

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 46.247/2
DU 14 AVRIL 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 17 mars 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "organisant les cours de formation relatifs au brevet I pour les agents opérationnels de la Protection civile", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalité préalable

L'arrêté en projet aura une incidence budgétaire puisqu'il organise une nouvelle formation et que celle-ci implique le paiement d'une allocation aux agents chargés des activités de formation. L'accord du Ministre du Budget devra dès lors être recueilli sur le projet avant que celui-ci puisse être adopté.

Observations particulières

Préambule

Alinéas 1er à 3

Les dispositions légales et réglementaires mentionnées aux alinéas 1er à 3 ne procurent pas de fondement juridique au projet [(1)].

---

(1) L'article 2 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ne porte pas sur les mesures que le Roi est habilité à prendre en matière de fonction publique dans la protection civile, mais concerne des mesures à caractère opérationnel.

.../...

Ces trois alinéas seront omis et seront remplacés par un alinéa 1er nouveau, rédigé comme suit :

"Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution" (2).

Alinéas 2 à 4 nouveaux (à insérer)

Il convient d'insérer dans le préambule des alinéas 2 à 4 nouveaux, dans lesquels seront cités respectivement l'arrêté royal du 20 août 1985 instituant des cours de formation en matière de Protection Civile pour certains agents nommés à titre définitif de la Direction Générale de la Protection Civile, l'arrêté ministériel du 18 août 1986 organisant des cours de formation en matière de protection civile pour certains agents nommés à titre définitif de la Direction Générale de la Protection Civile, et l'arrêté ministériel du 23 décembre 1991 portant désignation des directeurs de cours et des chargés de cours pour les cours de formation en matière de Protection civile pour certains agents nommés à titre définitif de la Direction générale de la Protection civile, que l'article 30 du projet envisage d'abroger en tout ou en partie.

Alinéa 5 nouveau (à insérer)

Il convient de citer, dans un alinéa 5 nouveau (à insérer), l'avis de l'inspecteur des Finances du 9 juillet 2008.

Alinéa 6 nouveau (à insérer)

L'accord du Secrétaire d'État au Budget (à recueillir) (3) sera cité dans un alinéa 6 nouveau (à insérer).

---

(2) Voir en ce sens l'observation 1 sous le préambule de l'avis 40.823/2/V, donné le 26 juillet 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 novembre 2006 portant réforme de la carrière de certains agents titulaires de grades opérationnels de la Direction générale de la Sécurité civile.

(3) Voir ci-dessus l'observation intitulée "Formalité préalable".

Alinéa 6 (devenant alinéa 9)

L'avis du Conseil d'État sera cité comme suit :

"Vu l'avis 46.247/2 du Conseil d'État, donné le 14 avril 2009, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973" (4).

Dispositif

Article 3

À l'article 3, alinéa 3, il est suggéré d'ajouter, après les mots "fixe le règlement d'ordre intérieur", les mots "de la formation".

Articles 13 et 18

Comme en a convenu la déléguée du ministre, il convient de compléter l'article 13 en précisant que toutes les informations nécessaires seront portées à la connaissance des intéressés, par exemple par des notes de service (5).

La même observation vaut pour l'article 18 du projet.

---

(4) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 36.1 et formule F-3-5-2, www.raadvst-consetat.be (14/04/2009).

(5) Il est renvoyé, à titre de comparaison, à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 18 août 1986 organisant des cours de formation en matière de protection civile pour certains agents nommés à titre définitif de la Direction générale de la Protection civile, dont l'abrogation est envisagée à l'article 30, 2/, du projet.

Article 14

Au lieu d'écrire, à l'article 14, alinéa 5, du projet, "sans préjudice de l'article 15, alinéa 3", il convient d'écrire "sous réserve de l'application de l'article 15, alinéa 3" [(6)].

Article 15

À l'alinéa 4 *in fine*, au lieu d'écrire "lorsque celle-ci est sur le point d'expirer", mieux vaut écrire "lorsque cette mesure permet d'éviter l'expiration de la validité de cette attestation".

Pour garantir un traitement égal des personnes suivant la formation, il est souhaitable que la prolongation de la durée de validité d'une attestation qui est sur le point d'expirer intervienne d'office chaque fois que le directeur fait usage de la possibilité prévue à l'article 15, alinéa 1er, sans que le directeur ne dispose d'un pouvoir d'appréciation à cet égard. Au lieu d'écrire, à l'article 15, alinéa 4 "(...) il peut prolonger d'un an au maximum", on écrira donc "(...) il prolonge d'un an au maximum".

Article 29

La réussite du test visé à l'article 29 pouvant donner lieu à une dispense pour le module IV, il est important de définir avec précision de quel test il s'agit. Interrogée à ce sujet, la déléguée du ministre a répondu comme suit :

> "Ce test est déjà organisé par les centres de formation des services d'incendie. Il a pour but de vérifier si les candidats sont aptes à utiliser les appareils respiratoires. Il consiste à porter l'appareil pendant une certaine durée, à vérifier si le porteur peut se déplacer et s'orienter avec le masque etc.".

---

(6) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 3.2, www.raadvst-consetat.be (14/04/2009).

La référence à ce test n'est permise que si celui-ci est organisé à tout le moins par un arrêté ministériel et donne lieu à la délivrance d'un certificat [7], auquel cas la date et l'intitulé de celui-ci seront mentionnés dans l'article 29 du projet.

Au cas où le test en question n'est pas organisé par un arrêté ministériel, l'article 29 du projet doit être complété par l'énoncé des éléments essentiels du test en question.

Pour écarter tout pouvoir arbitraire dans le chef du directeur, la dispense en question devra être rendue automatique pour tous les candidats qui auront réussi le test ainsi précisé. Au lieu d'écrire, à l'article 29, "Le directeur de cours peut décider de donner une dispense ...", on écrira donc "Le directeur de cours donne une dispense ...".

Annexe

L'annexe (qu'il n'est pas nécessaire de numéroter) doit porter les mêmes signature et contreseing que l'arrêté auquel elle est jointe [8].

---

[7] En application de l'article 18 de l'arrêté royal du 8 avril 2003 relatif à la formation des membres des services publics de secours.

[8] Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 172, www.raadvst-consetat.be (14/04/2009).

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.247/2
VAN 14 APRIL 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 maart 2009 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot organisatie van de opleidingscursussen betreffende brevet I voor de operationele agenten van de Civiele Bescherming", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

Het ontworpen besluit zal budgettaire gevolgen hebben doordat daarbij een nieuwe opleiding wordt georganiseerd en die opleiding de betaling impliceert van een toelage aan de personeelsleden die met de opleidingsactiviteiten belast zijn. Het ontwerp moet dan ook akkoord bevonden worden door de Minister van Begroting voordat het aangenomen kan worden.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste tot derde lid

De wets- en verordeningsbepalingen die in het eerste tot het derde lid worden vermeld, leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp [(1)].

---

(1) Artikel 2 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming heeft geen betrekking op de maatregelen die de Koning op het stuk van ambtenarenzaken inzake civiele bescherming kan vaststellen maar op maatregelen van operationele aard.

Die drie leden dienen te vervallen en behoren te worden vervangen door een nieuw eerste lid dat luidt als volgt :

"Gelet op de Grondwet, de artikelen 37 en 107, tweede lid" [(2)].

Nieuw (in te voegen) tweede tot vierde lid

In de aanhef moet een nieuw tweede tot vierde lid worden ingevoegd waarin respectievelijk verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 20 augustus 1985 tot instelling van opleidingscursussen inzake Civiele Bescherming voor sommige vastbenoemde ambtenaren van de Algemene Directie van de Civiele Bescherming, het ministerieel besluit van 18 augustus 1986 houdende organisatie van opleidingscursussen inzake civiele bescherming voor sommige vastbenoemde ambtenaren van de Algemene Directie van de Civiele Bescherming en het ministerieel besluit van 23 december 1991 houdende aanwijzing van de cursusdirecteurs en de lesgevers voor de opleidingscursussen inzake Civiele Bescherming voor sommige vastbenoemde ambtenaren van de Algemene Directie van de Civiele Bescherming, welke besluiten bij artikel 30 van het ontwerp geheel of gedeeltelijk opgeheven worden.

Nieuw (in te voegen) vijfde lid

In een nieuw (in te voegen) vijfde lid dient te worden verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën d.d. 9 juli 2008.

---

(2) Zie in deze zin opmerking 1 over de aanhef in advies 40.823/2/V, dat op 26 juli 2006 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 16 november 2006 houdende hervorming van de loopbaan van bepaalde personeelsleden die houder zijn van operationele graden van de Algemene Directie van de Civiele Veiligheid.

Nieuw (in te voegen) zesde lid

Naar de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting (die moet worden verkregen) [3] dient te worden verwezen in een nieuw (in te voegen) zesde lid.

Zesde lid (dat het negende lid wordt)

Naar het advies van de Raad van State moet als volgt worden verwezen :

"Gelet op advies 46.247/2 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973" [4].

Dispositief

Artikel 3

Voorgesteld wordt om in artikel 3, derde lid, tussen de woorden "legt het huishoudelijk reglement" en het woord "vast" de woorden "van de opleiding" in te voegen.

---

(3) Zie supra de opmerking met als opschrift "Voorafgaand vormvereiste".

(4) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek" aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be (14.04.2009).

Artikelen 13 en 18

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 13 moet worden aangevuld met de precisering dat alle noodzakelijke inlichtingen ter kennis van de betrokkenen worden gebracht, bijvoorbeeld door middel van dienstnota's [(5)].

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 18 van het ontwerp.

Artikel 14

In artikel 14, vijfde lid, van het ontwerp dienen de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 15, derde lid" vervangen te worden door de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van artikel 15, derde lid" [(6)].

Artikel 15

In het vierde lid in fine kunnen de woorden "wanneer deze op het punt staat te vervallen" het best vervangen worden door de woorden "wanneer die maatregel het mogelijk maakt te voorkomen dat de geldigheidsduur van dat attest verstrijkt".

Om te zorgen voor een gelijke behandeling van de personen die de opleiding volgen, is het wenselijk dat de geldigheidsduur van een attest die op het punt staat te vervallen ambtshalve wordt verlengd telkens als de directeur gebruik maakt van de mogelijkheid waarin artikel 15, eerste lid, voorziet en dat de directeur in dat verband niet over een beoordelingsbevoegdheid beschikt. In artikel 15, vierde lid, dienen de woorden "kan hij de geldigheidsduur (...) met maximum een jaar verlengen" dan ook te worden vervangen door de woorden "verlengt hij de geldigheidsduur (...) met maximaal een jaar".

---

(5) Ter vergelijking wordt verwezen naar artikel 4, tweede lid, van het ministerieel besluit van 18 augustus 1986 houdende organisatie van opleidingscursussen inzake civiele bescherming voor sommige vastbenoemde ambtenaren van de Algemene Directie van de Civiele Bescherming, welk besluit bij artikel 30, 2/, van het ontwerp opgeheven wordt.

(6) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek" aanbeveling nr. 3.2, www.raadvst-consetat.be (14.04.2009).

Artikel 29

Aangezien het slagen voor de test waarvan in artikel 29 sprake is, aanleiding kan geven tot een vrijstelling voor module IV, is het van belang dat nauwkeurig wordt bepaald om welke test het gaat. Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

> "Ce test est déjà organisé par les centres de formation des services d'incendie. Il a pour but de vérifier si les candidats sont aptes à utiliser les appareils respiratoires. Il consiste à porter l'appareil pendant une certaine durée, à vérifier si le porteur peut se déplacer et s'orienter avec le masque etc.".

De verwijzing naar die test is alleen toegestaan als die test aanleiding geeft tot het uitreiken van een getuigschrift en als die test op zijn minst bij een ministerieel besluit geregeld is [(7)], in welk geval de datum en het opschrift van dat besluit moeten worden vermeld in artikel 29 van het ontwerp.

Ingeval de test in kwestie niet geregeld is bij een ministerieel besluit, moet artikel 29 van het ontwerp aangevuld worden met de opgave van de essentiële gegevens van die test.

Om te voorkomen dat de directeur over enige op willekeur gebaseerde bevoegdheid beschikt, moet de vrijstelling in kwestie automatisch worden gemaakt voor alle examinandi die voor de aldus nader omschreven test slagen. In artikel 29 dienen de woorden "De cursusdirecteur kan beslissen om een vrijstelling te geven" dan ook vervangen worden door de woorden "De cursusdirecteur geeft een vrijstelling".

---

(7) Met toepassing van artikel 18 van het koninklijk besluit van 8 april 2003 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten.

Bijlage

De bijlage (die niet genummerd behoeft te worden) dient door dezelfde personen ondertekend en medeondertekend te worden als het ontwerp waarbij het gevoegd is [8].

---

[8] Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek" aanbeveling nr. 172, www.raadvst-consetat.be (14.04.2009).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT, J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE